

Le budget—Le très hon. J. N. Turner

En ce qui concerne l'aide étrangère, le budget menace la collaboration du Canada au développement d'un grand nombre de pays parmi les moins développés. Dans une étonnante volte-face par rapport aux engagements précédents, le ministre a réduit de 1.5 milliard de dollars sur cinq ans nos dépenses à ce titre. Voilà une grave trahison des Canadiens qui s'estiment moralement tenus de venir en aide aux pays où l'on meurt de faim. Même en dépit des pressions des restrictions budgétaires, nous avons le devoir de partager avec les nations les moins favorisées qui ont besoin d'aide alimentaire et vestimentaire. A vrai dire, des milliers et des milliers de Canadiens sont révoltés de voir que le gouvernement a tourné le dos à certaines des régions les moins favorisées du globe.

Qu'a fait le gouvernement au sujet de la création d'emplois pour les jeunes? Les mots «jeunesse» ou «jeunes» ne figurent même pas dans le budget. Ils n'ont même pas été mentionnés, pas une seule fois.

[Français]

Et dans les prévisions budgétaires, le lendemain, la ministre d'État (Jeunesse) (M^{me} Champagne) a été éliminée, la ministre d'État (Jeunesse) est maintenant invisible, silencieuse, anonyme, une ministre fantôme, une ministre éliminée dans les prévisions budgétaires . . .

M. Gauthier: C'est cela! Pas de budget!

M. Turner (Vancouver Quadra): C'est une nouvelle mode pour remanier le Cabinet, monsieur le Président. C'est sensationnel! Il n'est pas nécessaire de congédier la ministre: on retire les fonds! Alors c'est subtil, c'est bien subtil, et je dois dire à mes amis dans les ministères, aux autres ministres, faites attention! Peut-être qu'il y aura des prévisions budgétaires supplémentaires, et je dis cela à mon ami de Prince George-Peace River (M. Oberle) que je connais très bien. Faites attention parce qu'un bon matin: pas de fonds, pas de bureau, pas de fonctionnaire, pas de limousine! Un ministre fantôme, la ministre d'État (Jeunesse)!

[Traduction]

Pourtant, l'étude menée par le Sénat et approuvée par les sénateurs des deux partis, nous a rappelé que le pays compte quelque 700,000 jeunes chômeurs. C'est probablement une génération perdue. Qu'a fait pour eux le gouvernement? Il a sabré dans les paiements de transfert aux provinces au titre de l'enseignement. Il a privé les jeunes de la possibilité d'obtenir une formation. Il a supprimé notre programme «Première chance». Il a transféré le problème aux gouvernements provinciaux. Une autre promesse rompue; un autre rêve dissipé. Nous allons tous payer très cher cette erreur.

Au lieu de prendre des mesures positives pour atténuer le chômage, le premier ministre (M. Mulroney) préfère se vanter d'avoir créé des emplois. Il prétend que 580,000 emplois ont été créés depuis l'arrivée au pouvoir de son gouvernement. De toute évidence, il a communiqué ce scénario à tous ses ministres, car même si on leur pose une question sur le prix des noix de coco, ils vous répondront: 580,000 emplois nouveaux ont été créés. Ce sont des singes savants qui connaissent fort bien leur numéro.

M. Siddon: Vous n'aimez pas le message.

M. Turner (Vancouver Quadra): Je ne blâme pas le premier ministre de ne pas être parmi nous, afin de défendre son budget. Il passe le plus clair de son temps sur la route, à

remuer de vieilles choses, à s'en prendre à mon bilan en tant que ministre des Finances ou à s'attaquer à moi personnellement.

Mlle Carney: Ce n'est pas difficile.

M. Turner (Vancouver Quadra): Je doute que bien des gens se laissent prendre. Je serais très heureux d'avoir un petit débat avec la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M^{me} Carney), mais le fait est que le gouvernement n'a pas encore égalé mon bilan de 1972 à 1974.

Des voix: Oh, oh!

M. Turner (Vancouver Quadra): Je déteste avoir à le signaler, mais les attaques méprisables du premier ministre me forcent à le faire. A l'époque où j'étais ministre des Finances sous le gouvernement Trudeau, nous avons créé 631,000 emplois.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Nous pouvons tous jouer à ce jeu. En outre, la main-d'œuvre était moins importante à l'époque. Le taux de chômage se situait entre 5 et 6 p. 100 et le chômage régional était bien moindre. Le premier ministre aime à donner l'impression que les problèmes de chômage sont réglés. Pourtant, dans son document, le ministre des Finances ne parle plus d'un objectif de plein emploi à 7 ou 7.5 p. 100. Comme mon collègue, le député de Notre-Dame-de-Grâce-Lachine-Est (M. Allmand) l'a signalé, l'objectif est maintenant de 9 p. 100. Tout ce qu'on nous a répété jour après jour à la Chambre ne semble pas tenir compte du fait que le chômage dans les régions reste élevé. Au Québec, il atteint 11.5 p. 100; en Colombie-Britannique, 12.9 p. 100; dans les provinces atlantiques, 15.4 p. 100. Comme le député l'a rappelé, trop de nouveaux emplois sont des emplois à temps partiel. Trop de travailleurs restent en chômage pour des périodes de plus en plus longues. Le nombre de personnes qui chôment depuis plus d'un an et ont perdu le droit à l'assurance-chômage, a doublé depuis la fin de la récession. Le taux de chômage chez les jeunes s'établit à environ 15.9 p. 100.

A l'instar du premier ministre, je me réjouis que de nombreux Canadiens aient trouvé de nouveaux emplois, mais il doit sûrement se rendre compte, comme tous les Canadiens, qu'il reste beaucoup à faire. Beaucoup à faire pour que chaque Canadien qui veut travailler et se cherche légitimement un emploi, soit capable d'en trouver un, c'est-à-dire un emploi permanent et c'est là l'objectif que nous devons atteindre.

La ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources m'a presque incité à rappeler une autre des déclarations du premier ministre.

Mlle Carney: Allez-y.

M. Turner (Vancouver Quadra): Je voudrais maintenant corriger une autre impression. Le premier ministre a dit à Kitchener que j'avais hérité d'un excédent et que j'avais laissé un déficit. Au contraire, on m'a légué un déficit et j'ai réussi à enregistrer les deux derniers excédents de notre histoire; par la suite effectivement, j'ai laissé un déficit et je voudrais vous rappeler des chiffres à ce sujet. En 1972, le déficit s'établissait à 556 millions de dollars. En 1973, nous avons un excédent de 387 millions de dollars. Ces données figurent dans les comptes nationaux et même le ministre des Finances peut les consulter. En 1974, l'excédent a été de 1.109 milliard de dollars. Par